

C'est exactement la voie sur laquelle nous avons tenté d'axer l'influence du Canada: la recherche du dénominateur commun capable de dénouer la crise du Vietnam autrement que par la force. Nous avons exprimé en public notre conviction qu'une solution militaire n'est ni pratique ni souhaitable et nous avons invité les deux parties à entrer en contact direct pour préparer les voies menant à des négociations officielles dès que faire se pourra.

Au cours de ce qu'on pourrait appeler une étape de la diplomatie publique, les parties ont franchi, pendant la dernière année ou à peu près, une certaine distance dans la définition de leurs positions. Ce libre échange de propositions est sans doute propice à la solution des difficultés internationales, mais encore faut-il qu'il soit accompagné d'efforts moins manifestes, étant donné que, publiquement, les attitudes se forment généralement en termes les plus larges. L'un des aspects de ces efforts paisibles pourrait être la tentative de provoquer un dialogue avec les parties, en leur soulignant la nécessité de chercher des options plus acceptables aux fins de réaliser la poursuite de leurs objectifs; un autre aspect serait l'essai de la découverte de voies où les parties pourraient s'engager confidentiellement, sortir de leurs positions établies, et au besoin, tacitement ou explicitement abandonner ces aspects de leurs positions où il y a lieu de faire des compromis au nom d'une plus grande harmonie.

Comme je l'ai dit, je suis convaincu que le conflit vietnamien finira par se régler au moyen de négociations. Mais je ne crois pas qu'une conférence du type de celle de Genève (ou toute autre du genre) se tienne simplement parce que le Gouvernement canadien a déclaré en public que ce serait une bonne idée. Elle n'aura lieu que lorsque ceux qui sont aujourd'hui opposés à cette conférence seront convaincus qu'il y va de leur intérêt d'y participer et de négocier avec le désir sincère d'arriver à des résultats. Dans ce domaine, les entretiens confidentiels et poursuivis discrètement ont plus d'effet que les discussions publiques.

De même, lorsqu'il s'agit de pratiquer des trouées ou de fournir de bons offices, afin de favoriser le contact mutuel, je suis d'avis que trop de déclarations publiques et de révélations bruyantes risquent de compliquer les choses.

En somme, plus la difficulté est complexe et épineuse, plus il faut montrer de diplomatie calme et mesurée. Cela peut sembler une expression de timidité aux yeux de certains protagonistes de l'activisme politique que l'on rencontre de nos jours dans les universités canadiennes et autres. Avec toute la conviction personnelle dont je suis capable, je peux vous assurer que, selon moi, c'est là la seule façon d'arriver à bon port. Les déclarations et les affirmations des gouvernements ont toujours leur sens et leur place dans le concert international, mais mon expérience me porte à croire que leur véritable utilité ne consiste pas à imprimer une orientation aux événements mais plutôt à entrer en jeu aux dernières étapes du processus, alors que certaines ententes ou certains accords fondamentaux réalisés autrement les justifient.